

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS293/40

1<sup>er</sup> mars 2010

(10-1127)

Original: anglais

## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – MESURES AFFECTANT L'APPROBATION ET LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS BIOTECHNOLOGIQUES

### Modification de l'accord au titre de l'article 21:3 b) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

La communication ci-après, datée du 26 février 2010 et adressée par la délégation de l'Union européenne<sup>1</sup> et la délégation de l'Argentine au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 21:3 b) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

S'agissant du différend "*Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*" – WT/DS293, nous avons l'honneur de vous informer que l'Argentine et l'Union européenne sont mutuellement convenues de modifier le "délai raisonnable" pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends, qui a été initialement établi conformément à l'article 21:3 b) du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, de manière qu'il arrive à expiration le 31 mars 2010.

Nous vous saurions gré de bien vouloir distribuer la présente notification aux membres de l'Organe de règlement des différends.

Pour l'Union européenne,

Pour l'Argentine,

John Clarke  
Chargé d'affaires a.i.  
Délégation permanente  
de l'Union européenne

Alberto Dumont  
Ambassadeur  
Représentant permanent  
de l'Argentine

<sup>1</sup> Le 1<sup>er</sup> décembre 2009, le *Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne* (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'OMC a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés européennes indiquant que, en vertu du *Traité de Lisbonne*, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2009, l'Union européenne se substitue et succède à la Communauté européenne.